

## La réalité d'une crise économique et sanitaire

Communiqué de *L'insurgé*

### L'hôpital public et la Recherche asphyxiés par Macron et sa politique d'austérité.

Pour des raisons économiques, le gouvernement Macron a d'abord tardé à agir contre la propagation de coronavirus. Puis il a pris une série de mesures précipitées : isolement des EHPAD, puis fermeture des écoles, puis de commerces et des cafés. Enfin, lundi 16 mars, il annonce le confinement général de la population et la remise en cause de la liberté de circulation. Pour réaliser l'Union nationale, une loi doit être votée permettant de légiférer par ordonnances. Et une explication revient en boucle : il s'agit d'éviter l'embolie du système de santé, de l'hôpital public en particulier. Mais avant même cette épidémie, une partie du territoire était déjà qualifié de « désert médical » et les hôpitaux publics – les services d'urgences en particulier – étaient frappés par la pénurie de soignants et les fermetures de lits et de services. En six ans, 17 500 lits d'hôpitaux ont été fermés. Macron a poursuivi cette politique : entre 2017 et 2018, plus de 4 170 lits ont disparu. L'austérité a aussi frappé la Recherche fondamentale et médicale.

Depuis plus d'un an, les soignants des services d'urgences notamment se sont mobilisés contre cette pénurie planifiée. À une aide-soignante du CHU de Rouen qui l'interpellait en affirmant : « *il faut des lits, il faut du personnel* », Macron avait répondu avec arrogance : « *Il n'y a pas d'argent magique. [...] Je peux vous le dire les yeux dans les yeux, j'assume ces choix.* ». Or, pour faire face aux différentes épidémies, un véritable système de soins doit nécessairement être surdimensionné. Mais du fait des politiques d'austérité, en France comme en Italie, en Grande-Bretagne et ailleurs, l'hôpital public ne peut même plus faire face aux besoins ordinaires.

### Ce n'est pas le coronavirus qui est la cause du krach boursier, de la chute des investissements, des licenciements, c'est le système capitaliste dont la crise menaçait dès avant décembre 2019.

Il en est de même sur le plan économique et financier : certains secteurs d'activités (automobile, transport aérien, tourisme...) sont foudroyés, d'autres vont plonger, les Bourses s'effondrent, et la crise se rapproche de jour en jour des banques et de nombre de monnaies. Mais ce n'est pas le coronavirus qui a inventé la spéculation boursière, la recherche du profit maximum, ni accumulé les gigantesques dettes qui menacent désormais les banques, les entreprises, et les finances des États. Faut-il rappeler que cette crise économique et financière s'annonçait au moins depuis six mois ? Des économistes s'en inquiétaient. Le coronavirus aura servi de détonateur.

Certes, même dans une économie saine, dans un système qui ne serait pas fondé sur la propriété privée des moyens de production et la recherche du profit, une telle pandémie aurait évidemment un coût. Mais ce coût serait maîtrisable et non, une fois encore, supporté par la population laborieuse.

À l'inverse, Macron compte faire payer cette crise aux travailleurs, y compris au détriment de leur santé : il suspend, mais n'abandonne pas, sa réforme des retraites, et refuse de satisfaire les revendications des soignants urgentistes (300 euros par mois, création de postes, ouvertures de lits). Par contre, l'argent coulera à flot pour les patrons et les actionnaires.

Dans cette situation de crise sanitaire et du capitalisme, des revendications immédiates s'imposent :

- Satisfaction de TOUTES les revendications des personnels hospitaliers (et des EHPAD).
- Interdiction des licenciements et garantie de la totalité des salaires.
- Droit de retrait (sans pénalité) pour les travailleurs.

**Mais satisfaire les revendications des salariés implique : Aucune Union nationale ni soutien à Macron !**